

NICOLE C. RUDOLPH, *AT HOME IN POSTWAR FRANCE: MODERN MASS HOUSING AND THE RIGHT TO COMFORT*, OXFORD AND NEW YORK, BERGHAHN BOOKS, 2015, 272 P.

Isabelle HERVOUET

CELIS, Université Clermont Auvergne

Dans un ouvrage richement documenté, Nicole C. Rudolph, chercheuse américaine en histoire contemporaine, s'intéresse à la représentation du logement et de l'aménagement domestique en France au cours des Trente Glorieuses. Au sortir de la guerre, au moment où le gouvernement français décide d'investir des fonds publics dans l'habitat, le « foyer moderne... synecdoque de la nation moderne » (p. 12) pour le Général de Gaulle et son tout nouveau ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU), devient l'objet de toutes les attentions. Il s'agit en effet non seulement de remédier à la crise majeure du logement de la fin des années quarante (un bâtiment sur vingt est entièrement détruit, un logement sur cinq inhabitable sans travaux), mais aussi de « civiliser » et « d'acculturer » (p. 4) paysans et ouvriers en les faisant entrer, par le biais du logement, dans la modernité. Cette modernité, hommes politiques et architectes des années cinquante la veulent hygiéniste, rationnelle et standardisée. Le foyer fonctionnel inspiré de l'architecture moderniste de l'entre-deux-guerres sera, espère-t-on, le fer de lance d'une transformation profonde de la France.

La première partie de l'ouvrage de Nicole C. Rudolph se concentre sur la fin des années quarante et le début des années cinquante. Pour la première fois de son histoire, le gouvernement français demande aux architectes de travailler à des projets de standardisation : le régionalisme étant lié au régime de Vichy, on imagine que ce que l'on nomme sans ironie la « cellule d'habitation » pourra être la même partout dans le pays. Les projets retenus devront allier confort moderne (chauffage central, eau courante), hygiène (chaque « cellule » aura une salle de bains), équipement ménager et... espace relativement restreint.

Un virage brutal est amorcé dès les années 1953-1954, lorsque, avec une intensification de la crise du logement (quatorze millions de mal-logés en France, et pour la seule capitale, 40 % de la population), le gouvernement français se voit contraint de construire plus vite – et à moindre coût – un plus grand nombre de logements.

Comment expliquer, malgré tout, que l'on passe si vite, en à peine quelques décennies, d'un projet ambitieux de modernisation du logement au désastre social et esthétique qu'évoque, dès les années quatre-vingt, la simple mention des « grands ensembles » ? Nicole C. Rudolph montre comment la volonté de concilier confort moderne et coûts de construction peu élevés conduit à imaginer des barres d'immeubles qui ne seront ni bien conçues ni bien construites : les matériaux sont de mauvaise qualité, les appartements plus petits que prévu par les architectes, les finitions rares ou peu satisfaisantes, les bâtiments très – trop – hauts sont construits loin des centres-villes pour économiser sur l'achat des terrains, et donc situés loin des services et de tous les lieux de socialisation. Loin de faciliter l'intégration de tous, les grands ensembles, très vite démodés esthétiquement, sont dès les années soixante regroupés en cités dortoirs où s'exacerbent les tensions sociales. Le chapitre 6 montre comment, dans les années 1966-73, la disgrâce des grands ensembles conduit les Français et leur gouvernement à se tourner vers la construction de pavillons. Là aussi se posera la question de l'intégration et de la mixité sociales. Les difficultés rencontrées par les « villes nouvelles » et les « ZUP » comme celle du Mirail à Toulouse surgissent bien avant que le premier choc pétrolier ne conduise à un net désengagement de l'État de la construction de logements pour tous.

Le logement aura été un des grands enjeux politiques des Trente Glorieuses. Outre le nombre de « cellules » à construire, la qualité et le confort de leur intérieur sont au cœur de la réflexion menée par politiques et architectes. C'est lorsqu'il se penche sur ce deuxième aspect de la question que l'ouvrage de Nicole C. Rudolph constitue une référence très précieuse pour toute analyse sociopoétique de la littérature, sociale ou non, des Trente Glorieuses. L'historienne américaine analyse en effet en détail la *représentation* que les Français se font de leur lieu de vie, qu'elle aborde sous de multiples angles : organisation de l'espace (espaces publics où l'on peut recevoir, espaces intimes que le visiteur ne doit pas apercevoir), hygiène, équipement ménager et ameublement, et contradictions nombreuses entre projets des architectes et occupation de l'espace par les habitants.

Nicole C. Rudolph parvient à recréer l'époque du « Salon des Arts ménagers », conçu pour promouvoir la vision très forte de l'idéal domestique que le MRU avait à l'esprit dès la fin de la guerre. Empreint de consumérisme, articulé autour d'un espace domestique fonctionnel et esthétique, cet idéal identifie le foyer moderne comme la source première de l'épanouissement personnel et familial. Grâce au « Salon des Arts ménagers », on donnera à croire à la femme active qu'elle doit être équipée – tout comme sa cuisine – afin de se libérer de tâches ménagères qu'on n'imagine cependant pas accomplies par un autre membre du foyer. Nicole C. Rudolph nous rappelle que l'« artiste » qu'on évoque en inventant l'expression « Arts ménagers » ne peut qu'être une « Fée du logis » (p. 90-92), et que le fameux « Salon » participera tellement de la représentation de l'asservissement de la femme qu'à la fin des Trente Glorieuses, le MLF y organisera des manifestations retentissantes.

Malgré l'influence du « Salon », qui se décline au travers de nombreux magazines, les Français refusent l'acculturation envisagée par les architectes. Nicole C. Rudolph

nous montre alors comment des pratiques sociales qui résultent de processus psychiques profonds n'ont pu être effacées par la brutalité. À l'intérieur de la « cellule d'habitation », la cuisine symbolise le divorce entre les Français réfractaires à une certaine conception de la modernité et les architectes qui s'en estiment dépositaires. S'ils acceptent, au sortir de la guerre, que chaque pièce ait un usage plus clairement défini, et s'ils cessent donc, par exemple, de se laver dans la cuisine, les Français s'obstinent jusqu'au milieu des années soixante-dix à y prendre leurs repas, en dépit de l'exiguïté extrême des simples « laboratoires » rêvés par les architectes. L'autre grand symbole de ce divorce est l'armoire, considérée par les architectes comme un meuble encombrant et inutile dans un appartement où sont aménagés d'autres espaces de rangement, mais que les Français voient toujours comme un symbole social et la trace d'un héritage familial dans un univers où ce type de repère devient rare.

Dense, riche, clair, l'ouvrage de Nicole C. Rudolph constitue une référence précieuse pour comprendre la représentation que se font les Français de l'espace domestique tout au long des Trente Glorieuses. Il met en avant l'absurdité de l'idéal longtemps entretenu d'une « cellule d'habitation » qui conviendrait à tous et que l'on pourrait concevoir sans prêter attention aux aspirations de ses futurs habitants et à l'image qu'ils se font du confort et du bonheur.